



Enquête auprès des CFO

De bonnes perspectives pour les entreprises malgré des risques en hausse

Sommaire

1. Points-clés de l'enquête	3
2. Perspectives économiques : des attentes contrastées	4
3. Perspectives pour les entreprises : des intentions d'embauche en baisse	5
4. Risques pour les entreprises : risques géopolitiques et risques réglementaires	7
5. Augmentation des pensions : comment la financer ?	8
6. Objectifs de durabilité : opportunités et défis	9
7. Contacts et auteurs	10

À propos du sondage de Deloitte auprès des directeurs financiers

La 47^e édition de l'enquête Deloitte auprès des CFO en Suisse a été réalisée en ligne entre le 5 mars et le 5 avril. Au total, 121 CFO représentant tous les grands secteurs de l'économie, issus tant de sociétés cotées que non cotées, y ont pris part. Nous tenons à remercier tous les CFO pour la participation à cette étude.

L'enquête européenne auprès des CFO est réalisée dans plusieurs pays, dont la Suisse. Les résultats des enquêtes nationales seront compilés et devraient être disponibles à partir du mois de mai à l'adresse : www.deloitte.com/europeancfosurvey

À propos de la méthodologie

Dans ce rapport, certains graphiques représentent les résultats sous la forme d'une valeur d'indice (solde net), obtenue en retranchant le pourcentage de réponses négatives du pourcentage de réponses positives, les réponses « entre les deux » étant considérées comme neutres.

En raison des arrondis, la somme des réponses n'atteint pas toujours 100 %. Pour une meilleure lisibilité, seules les questions pertinentes au regard du contexte économique et financier actuel ont été prises en compte. Nous vous invitons à nous contacter si vous souhaitez obtenir des informations relatives aux questions ne figurant pas dans ce rapport.

1. Points-clés de l'enquête



Perspectives économiques : des attentes contrastées

Avec la hausse des températures, l'optimisme économique revient, mais pas pour tous les pays. Si les CFO estiment que les perspectives pour la Suisse et les États-Unis sont nettement meilleures qu'à l'automne dernier, la majorité d'entre eux se montre pessimiste à l'égard de la Chine et profondément pessimiste à l'égard de l'Allemagne.



Perspectives pour les entreprises : des prévisions d'embauche en baisse

Les perspectives des entreprises sur 12 mois restent optimistes et s'améliorent légèrement par rapport à l'automne dernier, à une exception près : les prévisions d'embauche sur les 12 prochains mois, qui ralentissent nettement par rapport à l'automne.



Risques pour les entreprises : les risques géopolitiques et réglementaires grimpent en flèche

Les risques géopolitiques remontent au premier rang des risques pour les entreprises. Les conflits actuels et potentiels, les rivalités géopolitiques ou les élections sont les plus souvent mentionnés. En deuxième et en troisième position figurent une éventuelle faiblesse de la demande et la pénurie de main-d'œuvre. Les risques réglementaires ont également fortement augmenté.



Augmentation des pensions : comment la financer ?

La 13^e rente mensuelle AVS, récemment adoptée, doit être financée. Selon la majorité des CFO, ce financement doit reposer principalement sur le relèvement de l'âge de référence et non pas sur une augmentation des impôts et des taxes. Compte tenu des 49 milliards de francs suisses de subventions annuelles, le potentiel serait également plus que suffisant pour réduire les dépenses courantes et utiliser ces fonds pour l'AVS.



Objectifs de durabilité : opportunités et défis

Les objectifs de durabilité restent un défi pour les entreprises, y compris pour la fonction financière. Bien que certaines entreprises aient déjà bien progressé en la matière, les coûts de mise en œuvre sont considérés comme élevés par la majorité.

2. Perspectives économiques : des attentes contrastées

Avec la hausse des températures, l'optimisme économique revient, mais pas pour tous les pays. Si les CFO estiment que les perspectives pour la Suisse et les États-Unis sont nettement meilleures qu'à l'automne dernier, la majorité d'entre eux se montre pessimiste à l'égard de la Chine et profondément pessimiste à l'égard de l'Allemagne.

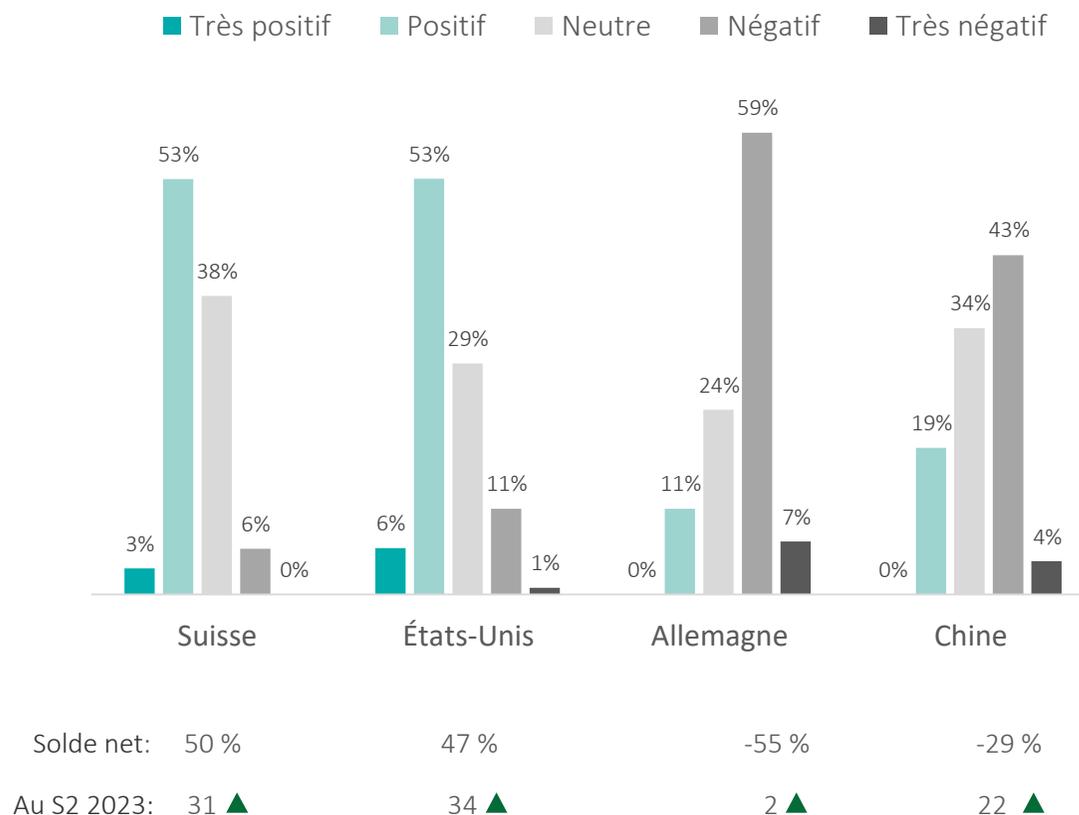
Les CFO suisses sont nettement plus optimistes quant à la conjoncture économique en Suisse et aux États-Unis au cours des 12 prochains mois qu'ils ne l'étaient à l'automne dernier. Une nette majorité ont désormais un avis positif pour ces deux pays, même si seuls quelques-uns ont des attentes très positives. Les perspectives sont par conséquent solides, mais pas euphoriques.

La situation est différente pour la Chine et surtout pour l'Allemagne. S'agissant de la Chine, les perspectives s'éclaircissent par rapport à l'automne, mais une majorité de CFO reste pessimiste. En revanche, elles sont presque aussi sombres pour l'Allemagne qu'en automne dernier, où les attentes étaient déjà très largement pessimistes.

La Suisse et ses trois principaux partenaires commerciaux sont ainsi divisés en deux groupes, l'Allemagne, deuxième pays destinataire des exportations suisses, étant le point faible avéré. Si l'Allemagne continue à s'affaiblir, il sera d'autant plus important pour la Suisse de poursuivre la diversification de son économie en matière d'exportation. Dans le même temps, le fait que la Suisse et, selon le secteur, son économie d'exportation restent globalement assez prospères, malgré la faiblesse de l'Allemagne, est un bon signe. Cependant, la Suisse pourrait d'autant plus rebondir si l'Allemagne parvenait à se redresser et davantage de secteurs et d'entreprises pourraient en bénéficier.

Fig. 1. Prévisions économiques pour la Suisse et ses principaux partenaires commerciaux

Pourcentage de CFO qui jugent positives/négatives les perspectives économiques pour la Suisse et ses principaux partenaires commerciaux au cours des 12 prochains mois



3. Perspectives pour les entreprises : des prévisions d'embauche en baisse

Les perspectives des entreprises sur 12 mois restent optimistes et s'améliorent légèrement par rapport à l'automne dernier, à une exception près : les prévisions d'embauche sur les 12 prochains mois, qui ralentissent nettement par rapport à l'automne.

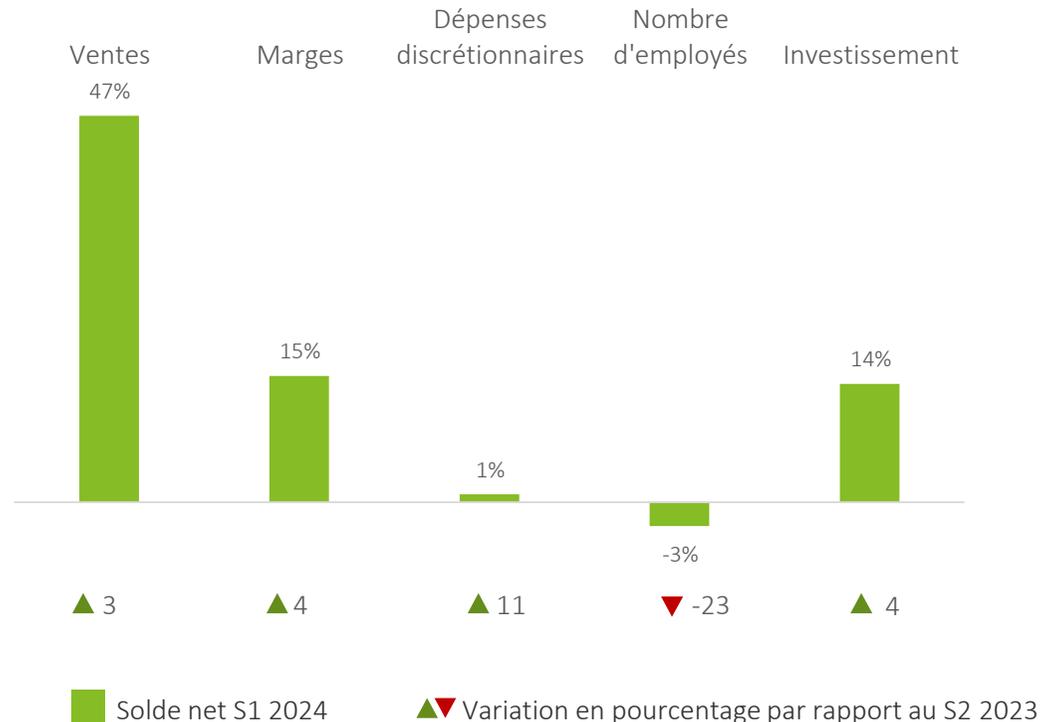
Les perspectives des entreprises restent clairement optimistes. La moitié des CFO se montrent optimistes quant à l'évolution de l'entreprise dans les 12 prochains mois et 16% sont pessimistes. Le solde net de 34% en résultant est pour ainsi dire le même qu'à l'automne dernier (35%).

Les indicateurs-clés détaillés des entreprises sont tout aussi bons (fig. 2). Tous ceux résultant de l'enquête, sauf un, affichent un solde net positif, en amélioration par rapport à l'automne dernier. Les entreprises sont particulièrement optimistes en matière de chiffres d'affaires, mais les prévisions de marges se stabilisent également, tout comme les attentes en matière d'investissement.

L'exception est toutefois de taille : les entreprises se montrent nettement plus prudentes en matière de prévisions d'embauche pour l'année (nombre d'employés). Dans une certaine mesure, cette réticence peut résulter de doutes quant à la capacité à trouver les bonnes personnes dans un délai raisonnable – la pénurie de main-d'œuvre demeure l'un des principaux risques pour les entreprises, comme le montre la figure 4. Cependant, les prévisions d'embauche sont également en baisse. Le [nombre de places vacantes](#) a diminué au cours de l'année écoulée et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) prévoit [une légère hausse du taux de chômage cette année](#).

Fig. 2. Indicateurs-clés des entreprises : une amélioration, à l'exception des prévisions d'embauche (nombre d'employés)

Soldes nets des CFO prévoyant une augmentation/diminution de ces indicateurs pour leur entreprise au cours des 12 prochains mois



Comme le montre le graphique 2, les prévisions moyennes en matière de marges sont meilleures par rapport à l'automne dernier. Cette amélioration est due à plusieurs facteurs, comme le montre la figure 3.

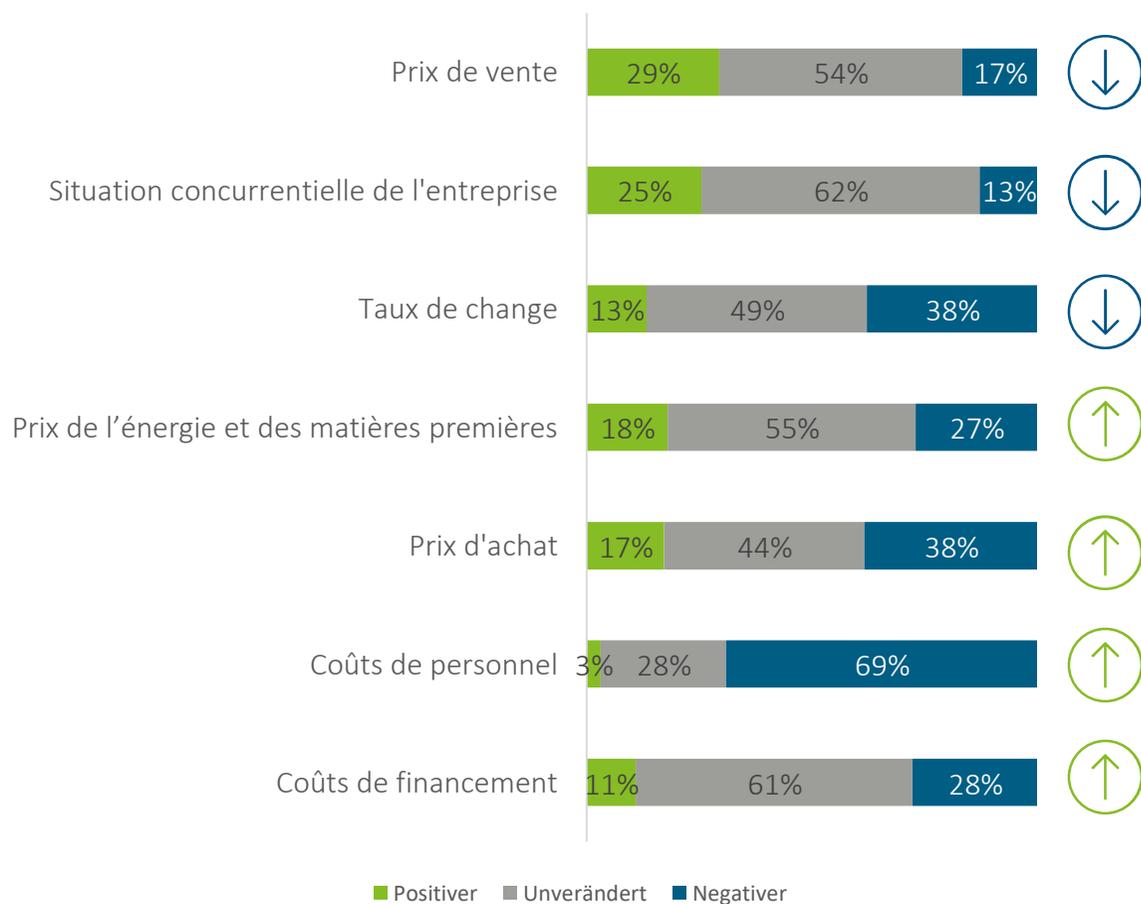
Tout comme en automne, les prix de vente, et donc le pouvoir de fixation des prix, sont essentiels pour de nombreuses entreprises. Pas moins de 29 % de CFO indiquent une contribution plus positive dans ce domaine qu'il y a 12 mois. Certaines entreprises semblent mieux placées qu'auparavant pour répercuter les hausses des coûts ou augmenter leurs propres marges dans le cadre d'une augmentation générale des prix. La part de ces entreprises a toutefois diminué depuis l'automne.

Les coûts de personnel sont l'impact négatif le plus important. Dans ce domaine, 69% des CFO constatent une détérioration par rapport à la même période il y a 12 mois.

En moyenne, la situation est nettement moins tendue s'agissant des prix de l'énergie et des matières premières. La part sujette à une amélioration a presque triplé (de 7% à 18%), tandis que la part rencontrant une détérioration a presque diminué de moitié (de 45% à 27%). L'amélioration des coûts de financement est presque aussi significative. Le revirement des taux d'intérêt se fait déjà sentir ici.

La fig. 3. Quels sont les facteurs qui influent sur les marges des entreprises et comment ?

Comment les facteurs suivants affectent-ils votre marge à l'heure actuelle par rapport à la même période il y a 12 mois ?



↑ ↓ Changement positif/négatif à l'automne

4. Risques pour les entreprises : Les risques géopolitiques et réglementaires grimpent en flèche

Les risques géopolitiques remontent au premier rang des risques pour les entreprises. Les conflits actuels et potentiels, les rivalités géopolitiques ou les élections sont les plus souvent mentionnés. En deuxième et en troisième position figurent une éventuelle faiblesse de la demande et la pénurie de main-d'œuvre. Les risques réglementaires ont également fortement augmenté.

Fig. 4. Risques pour les entreprises du point de vue des CFO suisses

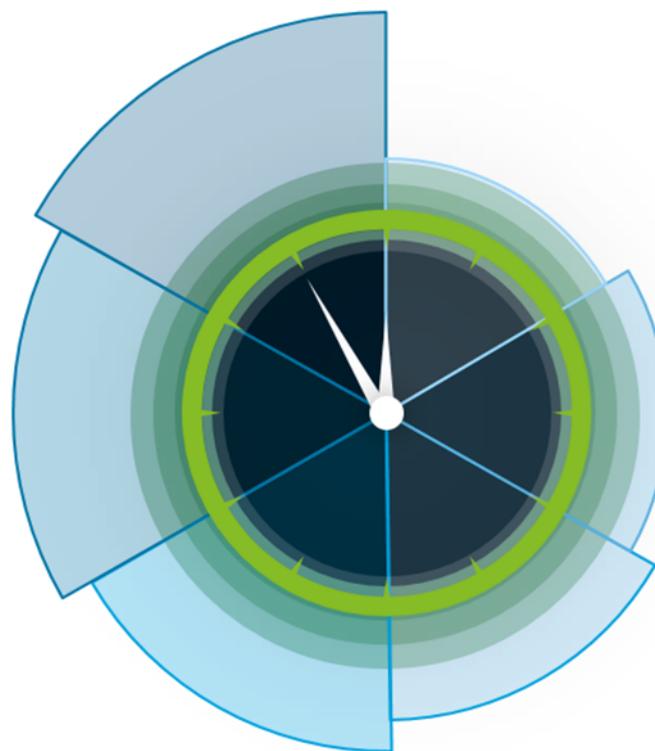
Les risques géopolitiques reviennent en tête de la liste des préoccupations. Jamais dans l'enquête les réponses citées n'ont été aussi variées, des conflits armés actuels et des rivalités géopolitiques aux élections à venir, p. ex. aux États-Unis, en passant par d'éventuels foyers de conflit futurs.

Les risques réglementaires connaissent une hausse encore plus forte. Pour la première fois, les risques réglementaires dans le domaine ESG sont mentionnés à plusieurs reprises dans ce contexte (voir également p. 9).

La pénurie de main-d'œuvre demeure dans le top 3. Même si les prévisions d'embauche reculent par rapport à l'automne (fig. 2), trouver les bonnes personnes dans un délai raisonnable demeure difficile.

D'autre part, les préoccupations relatives à l'inflation persistante ont disparu du classement. Celle-ci s'est affaiblie en début d'année et la Banque nationale suisse a abaissé ses taux directeurs. Comme le révèle une autre question, les CFO prévoient des taux d'inflation stables de 1,5% dans les 12 mois et de 1,4% dans les 24 mois en moyenne.

Les principaux risques internes et/ou externes pour les entreprises au cours des 12 prochains mois



1	Risques géopolitiques	+9
2	Faiblesse de l'économie et de la demande	-1
3	Pénurie de main-d'oeuvre	-1
4	Réglementation	+11
5	Risques de change	0
6	Pression sur les prix / les coûts / les marges	-2
7	Problèmes internes à l'entreprise	0
8	Cybersécurité	+1
9	Politique monétaire / taux d'intérêt	-3
10	Problèmes de chaîne d'approvisionnement / disponibilité des matières premières	+1

Remarque sur la méthode : Les personnes interrogées peuvent citer, à chaque fois, jusqu'à trois risques et Deloitte les classe par catégories. Toutes les catégories ci-dessus comprennent une série de mentions similaires, mais non identiques, qui correspondent le mieux à chaque catégorie. Les triangles montrent le sens de la variation par rapport à l'enquête réalisée à l'automne, tandis que le chiffre dans les triangles indique l'importance de la variation dans le classement.

5. Augmentation des pensions : comment la financer ?

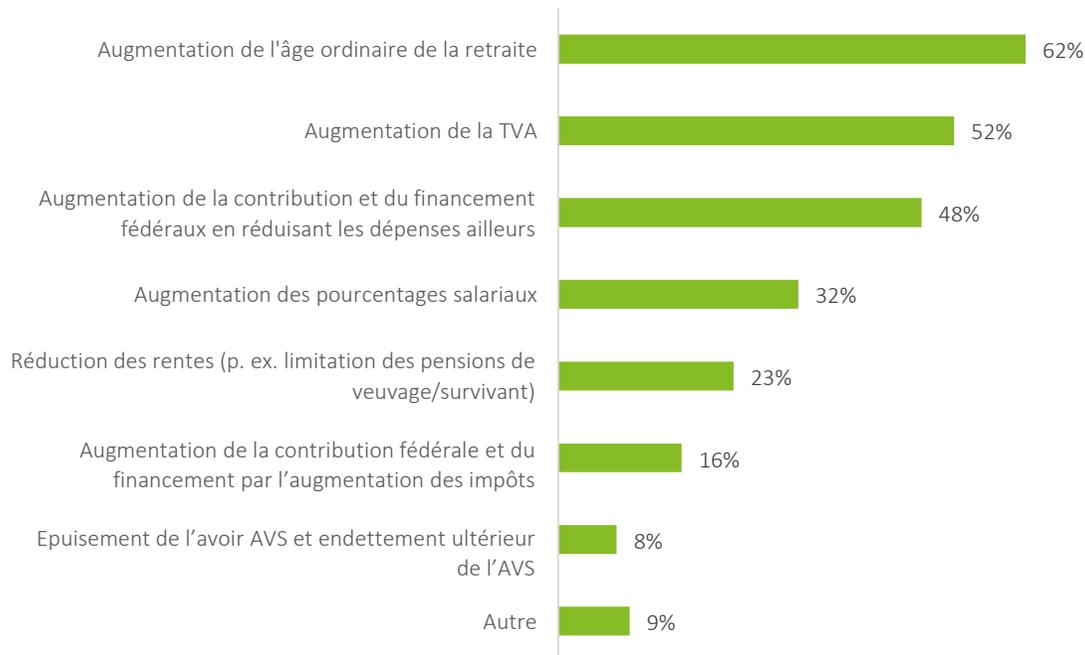
La 13^e rente mensuelle AVS, récemment adoptée, doit être financée. Selon la majorité des CFO, ce financement doit reposer principalement sur le relèvement de l'âge de référence et non pas sur une augmentation des impôts et des taxes. Compte tenu des 49 milliards de francs suisses de subventions annuelles, le potentiel serait également plus que suffisant pour réduire les dépenses courantes et utiliser ces fonds pour l'AVS.

Le Conseil fédéral avait proposé de financer l'augmentation des rentes en alliant cotisations salariales et augmentations de TVA restant encore à définir. Les CFO préconisent une réponse différente, la majorité d'entre eux plaidant avant toute chose pour un relèvement de l'âge de la retraite. Compte tenu du vieillissement démographique, cela semble aussi inévitable que politiquement impopulaire. Toutefois, la mise en œuvre ne devrait pas nécessairement être directe, mais pourrait également passer par un plus grand [assouplissement](#).

Après l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée qui, bien qu'elle inclurait également les retraités dans le financement, devrait être évitée en raison du niveau des prix déjà élevé en Suisse et de son effet régressif, les CFO citent dans leur liste l'augmentation de la contribution fédérale et du financement en réduisant les dépenses ailleurs. Compte tenu de la situation budgétaire tendue et des nouvelles augmentations massives éventuelles des dépenses, de telles mesures semblent tarder à venir. Les candidats potentiels à la suppression ne manquent pas non plus : la Confédération distribue chaque année 49 milliards de francs suisses de subventions, dont une grande partie est considérée comme [potentiellement dangereuse pour l'ensemble de l'économie](#). Même si la résistance semble certaine, il devrait être possible d'économiser au moins un dixième de ces subventions et d'utiliser ces fonds pour l'extension de l'AVS.

La fig. 5. Comment financer l'augmentation des rentes AVS ?

En tant que CFO, comment l'augmentation des rentes, décidée le 3 mars dernier, devrait-elle être financée selon vous ? Plusieurs réponses possibles



6. Objectifs de durabilité : opportunités et défis

Les objectifs de durabilité restent un défi pour les entreprises, y compris pour la fonction financière. Bien que certaines entreprises aient déjà bien progressé en la matière, les coûts de mise en œuvre sont considérés comme élevés par la majorité.

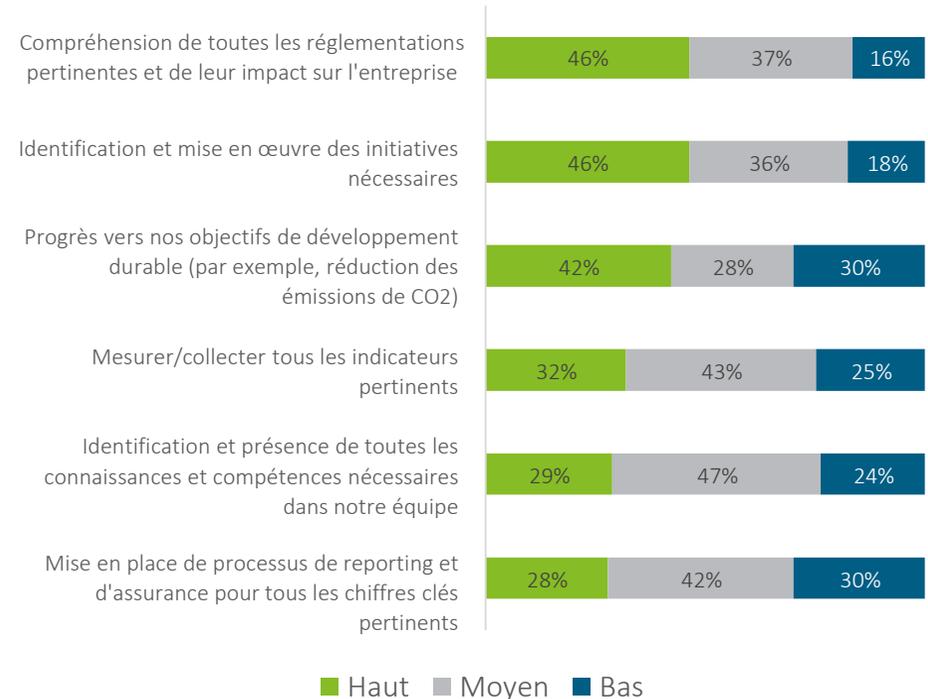
Les entreprises ont obtenu des résultats différents dans l'atteinte de leurs objectifs de durabilité dans divers domaines (fig. 6). Près de la moitié des CFO estiment que le niveau d'atteinte en matière de compréhension des réglementations pertinentes et d'identification des initiatives nécessaires est élevé. En outre, 42% d'entre eux constatent déjà des progrès dans la réalisation des objectifs proprement dits, tels que la réduction des émissions de CO2. À l'inverse, l'objectif nécessitant le plus d'agir concerne la mise à disposition d'un personnel suffisamment qualifié (voir également la figure 4) et la mise en place de processus en matière de reporting et d'assurance.

Comme le révèle une autre question, la réalisation des objectifs de durabilité est à tout le moins un objectif de performance de moyenne importance pour la fonction financière pour environ la moitié des entreprises.

Aussi importants que soient les objectifs, une autre question révèle que les coûts associés sont considérés comme élevés. 44% estiment que les coûts sont élevés ou très élevés, tandis que 40% les considèrent comme moyennement élevés. Ces résultats confirment ceux de la question sur les risques pour les entreprises (fig. 4), où la réglementation en matière de durabilité est citée plusieurs fois comme risque. La [directive européenne](#) sur le reporting de durabilité des entreprises (CSRD) concerne les entreprises de l'UE, mais elle s'applique également aux entreprises suisses possédant de grosses filiales dans l'UE ou y réalisant un certain chiffre d'affaires. La directive est complexe et exige des ajustements aux normes strictes de reporting sur les impacts, les risques et les opportunités. Cela implique la compréhension de plus de 1 000 points de données des normes européennes de reporting de durabilité (ESRS). D'autre part, certaines entreprises sont positionnées comme des leaders en matière de durabilité, ce qui devrait avoir un impact positif sur la confiance des investisseurs et l'image de marque. Le Conseil fédéral suisse élabore actuellement un projet de consultation sur la gouvernance d'entreprise durable.

Fig. 6. Atteinte des objectifs de durabilité

Dans quelle mesure votre entreprise atteint-elle ses objectifs de durabilité dans les domaines suivants ?



7. Contacts et auteurs

Contacts



Reto Savoia
CEO
Deloitte Suisse
+41 58 279 60 00
rsavoia@deloitte.ch



Alessandro Miolo
Associé Responsable Audit &
Assurance et du programme CFO
+41 58 279 72 27
amiolo@deloitte.ch



Alexandre Buga
Associé Responsable Suisse romande
Responsable Audit & Assurance du secteur des
services financiers et bancaires
+41 58 279 80 49
abuga@deloitte.ch



Jean-François Lagassé
Associé
Responsable du secteur
des services financiers
+41 58 279 81 70
jlagasse@deloitte.ch

Auteurs



Dr. Michael Grampp
Économiste en chef & directeur de
l'équipe Recherches
+41 58 279 68 17
mgrampp@deloitte.ch



Dennis Brandes
Économiste & Responsable des
recherches senior
+41 58 279 65 37
dbrandes@deloitte.ch

Participer à notre enquête et consulter les résultats des sondages précédents

Si vous souhaitez participer à notre enquête ou recevoir des exemplaires supplémentaires de ce rapport, veuillez nous contacter à l'adresse cfosurvey@deloitte.ch.

Tous les résultats de nos enquêtes depuis le troisième trimestre 2009 sont également disponibles sur notre site web www.deloitte.com/ch/cfosurvey.

Remerciements

Nous remercions tous les CFO d'avoir participé à l'enquête.

L'enquête Deloitte CFO est soutenue par le CFO Forum Schweiz, l'association indépendante des directeurs financiers suisses.

Nous tenons à remercier Teresa Hug Alonso (analyste senior, Deloitte) pour sa précieuse contribution à ce rapport.



La présente publication a été rédigée en termes généraux et nous vous recommandons de consulter un professionnel avant d'agir ou de vous abstenir d'agir sur la base du seul contenu de cette publication. Deloitte SA décline tout devoir de diligence ou de responsabilité pour les pertes subies par quiconque agit ou s'abstient d'agir en raison du contenu de la présente publication.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte NSE LLP, une société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »), une société à responsabilité limitée de droit britannique (*UK private company limited by guarantee*). Les sociétés affiliées à DTTL constituent des entités juridiques indépendantes et autonomes. Les sociétés DTTL et Deloitte NSE LLP, en tant que telles, ne fournissent pas directement de services aux clients. Pour une description détaillée de la structure juridique de DTTL et de ses sociétés affiliées, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/about.

Deloitte SA est une société d'audit agréée et supervisée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

© Deloitte SA 2024. Tous droits réservés.